

Termes de référence (TdR) pour les achats de prestations de services d'une valeur inférieure aux seuils de l'UE



Etude de référence du projet PADSAD-M

**Numéro de projet /
unité de gestion :
G-012004-306**

0. Liste des sigles et abréviations.....	2
1. Contexte.....	3
2. Tâches à exécuter par le contractant.....	5
3. Conception	7
Conception technique et méthodologique.....	7
Autres exigences spécifiques	8
Gestion de projet du contractant.....	8
4. Concept du personnel.....	8
Direction de l'équipe	8
Expert-e 1 : Statisticien (01)	9
Missions du pool 1 d'experts en mission de courte durée : Superviseurs (02)	10
Missions du pool 2 d'Experts en mission de courte durée : Enquêteurs (06)	10
5. Consignes de calcul.....	11
Affectation du personnel.....	11
Voyages et déplacements	13
Ateliers, formation initiale et continue	13
6. Contributions de la GIZ ou d'autres acteurs	13
7. Consignes relatives au format de l'offre.....	13
8. Protection des données et sécurité de l'information.....	14
9. Annexes	15
Lettre de soumission de la proposition technique	15
Lettre de soumission de l'offre financière.....	17
MODÈLE DE CURRICULUM VITAE (CV) DES EXPERTS.....	18
Cadre logique	20
Liste des sites dans la zone Office du Niger	36

0. Liste des sigles et abréviations

BMZ	Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement
CRS/SANAD	Contrat de Réforme Sectorielle – secteur Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle et Agriculture Durable
CV	Curriculum vitae
CVA	Chaîne de Valeur Ajoutée
ECD	expert·e en mission de courte durée
Exp.	expert·e
(F/H)	Femme/Homme
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
IMF	Institution de Microfinance
ON	Office Niger
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PADSAD-M	Projet d'appui au développement des systèmes alimentaires durables et résilients au Mali
PARIZON	Projet d'appui aux acteurs pour le développement durable de la chaîne de valeur riz dans la zone Office du Niger
TdR	Termes de référence
TEST	Transformation des Systèmes Alimentaires
TI	Initiative de Transformation
UE	Union européenne

1. Contexte

Le « Projet d'Appui au Développement des Systèmes Alimentaires Durables et résilients au Mali (PADSAD-M) » est le nouveau titre du projet PARIZON « Projet d'appui aux acteurs pour le développement durable de la chaîne de valeur riz dans la zone Office du Niger » afin d'intégrer de nouvelles dimensions telles que la nutrition, le genre et l'agroécologie. Le PADSAD-M est cofinancé par le Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) et l'Union européenne (UE), s'inscrit dans la composante « appui complémentaire » du Contrat de Réforme Sectorielle – secteur Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle et Agriculture Durable (CRS/SANAD) et contribue à ce titre, à ses objectifs et plus précisément dans le développement de la chaîne de valeur ajoutée (CVA) riz.

L'objectif général du projet est de contribuer à la réalisation de l'objectif global du CRS-SANAD, qui est d'aider le gouvernement du Mali à éradiquer la pauvreté et à renforcer la résilience des populations vulnérables, à faire face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de manière durable, à promouvoir une croissance durable et inclusive et à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique.

L'objectif spécifique du projet est de promouvoir une transformation durable et inclusive des systèmes alimentaires au Mali par une transition agroécologique intégrant de manière cohérente, les dimensions nutrition, genre et production agricole respectueuse des ressources.

Les résultats 1 et 2 seront la continuation des résultats visés par PARIZON phase 1 à travers la mise en œuvre des activités dans la zone Office du Niger et avec un focus sur les innovations dans des niches de production agroécologique.

Les résultats 3 et 4 seront reformulés sous la direction de la GIZ sur la base du concept Transformation des systèmes alimentaires. Ces résultats comprennent tout d'abord la mise en place de l'initiative de transformation ainsi que le soutien au développement d'une ou plusieurs visions et des approches de solution pour la transformation des systèmes alimentaires, développées conjointement avec un grand nombre d'acteurs nécessaires. Le renforcement des capacités des acteurs joue un rôle important à cet égard. Ces résultats comprennent également l'appui aux acteurs pour la mise en œuvre effective de solutions (soit déjà éprouvées ou qui doivent encore être formulées et testées par le biais de projets pilotes) qui sont favorables à la transformation des systèmes alimentaires et leurs mises à l'échelle. Cela permettra de renforcer l'intérêt des acteurs pour les changements du régime alimentaire, la nutrition elle-même, le genre et les systèmes de production agroécologiques.

Le projet global « Transformation des systèmes alimentaires » de l'initiative spéciale du BMZ « Un monde sans faim » renforce les initiatives de transformation locales, régionales ou mondiales sélectionnées afin d'œuvrer efficacement à la transformation des systèmes alimentaires. L'objectif de la transformation des systèmes alimentaires est de fournir une alimentation plus saine à tout le monde, à tout moment, sans nuire à la planète. Les initiatives de transformation (IT) sont des regroupements d'acteurs multiples qui rassemblent les ressources nécessaires et élaborent des visions et des solutions.

Le PADSAD-M s'articule autour de deux axes principaux qui sont :

- **Axe1** sera la continuation des résultats visés par PARIZON phase 1 à travers la mise en œuvre des activités dans la zone Office du Niger et avec un focus sur les innovations dans des niches de production agroécologique.
- **Axe 2.** Concerne la mise en place de l'initiative de transformation ainsi que le soutien au développement d'une ou plusieurs visions et des approches de solution pour la transformation des systèmes alimentaires, développées conjointement avec un grand nombre d'acteurs nécessaires.

Le projet s'étendra de février 2025 à mars 2028 et couvrira les zones de l'Office du Niger (Cercle de Niono) pour l'axe 1. Quant à l'axe 2, il concernera tout le Mali y compris la zone d'Office du Niger.

Afin de mieux suivre et apprécier les actions et changements espérés au côté des populations ciblées par le projet, il est nécessaire d'établir le niveau de base des indicateurs à travers une étude. Les présents termes de référence (TDR) ont pour but, de recruter un prestataire, afin de mener à bien ladite étude de base.

Objectif global :

L'objectif de cette étude est d'établir le niveau de base des indicateurs de l'axe 1 du projet PADSAD-M dans la zone Office du Niger.

Objectifs spécifiques :

Il s'agira de :

- Etablir le niveau de base de tous les indicateurs des résultats 1 et 2 du cadre logique du projet dont les données ne sont pas renseignées (*cf. annexe : cadre logique du projet*) ;
- Analyser et dégager les difficultés liées à la production, transformation, conservation et commercialisation des produits agricoles issus de la zone Office du Niger par les organisations professionnelles agricoles (OPA) afin d'avoir des données sur les revenus des exploitants, le niveau de l'emploi, les bonnes pratiques agroécologiques existantes ;
- Analyser la fonctionnalité des OPA (sociétés coopératives, groupements ou association) notamment sur les types de services que rendent les OPA à leurs membres, les statuts (formel ou informel), tenue des réunions, tenue des bilans, liens de collaboration avec les IMF, les liens de collaboration entre les collectivités et l'Office du Niger, la représentativité des femmes dans les instances de prise de décision ;
- Déterminer le nombre des producteurs en tant qu'acteurs clés du système alimentaire qui produisent d'une manière agroécologiquement durable¹ dans la zone d'intervention dans l'Office du Niger ;

¹ Définition pour mode de production agroécologique : L'application est considérée comme réalisée si au moins quatre des éléments / principes suivants d'une gestion respectueuse de l'environnement et de l'agroécologie sont pratiqués, tels que : 1. l'utilisation accrue de cultures améliorant la qualité du sol ; 2. une gestion plus efficace de l'eau ; 3. la diversification (culture de légumineuses en saison sèche par irrigation) ; 4. l'adaptation de la gestion des plantes (variétés adaptées avec une période de végétation courte) ; 5. la permaculture ; 6. la protection biologique des plantes ; 7. la fertilisation organique plutôt que minérale.

- Faire une analyse du système alimentaire au niveau ménage et individuel c'est-à-dire sur l'accès et la disponibilité ;
- Déterminer le nombre de personnes dans la zone d'intervention dans l'Office du Niger ayant une diversité alimentaire minimale (≥ 5 groupes d'aliments sur 10^2 au cours des dernières 24 heures) ;
- Analyser la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation des produits agricoles ;
- Faire une analyse genre au niveau de tous les maillons des chaînes de valeur riz et maraichage (tomate, oignon, pomme de terre, échalote, gombo soja et niébé) ;
- Faire l'état de la quantité annuelle commercialisée sur la base d'une relation d'affaires formelle ou informelle (en tonne) ;
- Faire une analyse sur l'accès des femmes, jeunes au foncier ;
- Donner l'évolution de la marge brute, la production annuelle, le rendement et le prix moyen des produits suivants : le riz, l'échalote, l'oignon, la pomme de terre, le niébé, le gombo, le soja, tomate pour les 3 dernières années (**2022, 2023 et 2024**) ;
- Analyser la qualité (taux de perte, taux de brisures, d'humidité et d'impuretés) des produits du riz (paddy, décortiqué et étuvé) ainsi que le taux d'usinage des équipements de transformation ;
- Etablir le répertoire des Groupements d'Intérêts Economiques (GIE), des associations agricoles, des groupements agricoles et des sociétés coopératives existants dans la zone office du Niger ;
- Formuler des recommandations pour l'atteinte des objectifs fixés par le projet.

2. Tâches à exécuter par le contractant

Le contractant est responsable de la fourniture des prestations suivantes :

- ✓ Proposer une planification objective dans le temps pour la réalisation de l'étude aboutissant à un calendrier d'exécution réaliste ;
- ✓ Élaborer la méthodologie de collecte des données : à ce niveau il s'agira de :
 - Décrire les différentes approches d'enquêtes qui seront utilisées ;
 - Établir un échantillonnage nécessaire (*cf. liste des sites en annexe*) selon les approches d'enquêtes utilisées pour avoir des données fiables ;
 - Élaborer les types d'outils qui seront utilisés pour la collecte d'informations ;
 - Proposer un plan d'analyse des données ;
- ✓ Former l'équipe de collecte (superviseurs et enquêteurs) ;
- ✓ Faire le pré-test des outils de collecte ;
- ✓ Collecter toutes les informations nécessaires auprès des communautés de base et faire la triangulation avec les données reçues des partenaires ;
- ✓ Analyser les informations et données recueillies en les mettant en lien avec les résultats et indicateurs recherchés par le projet ;

² Cet indicateur correspond au MDD-W (Minimum Dietary Diversity for Women), avec les 10 groupes d'aliments suivants : 1) céréales, racines et tubercules blancs, 2) légumineuses (haricots, pois, lentilles), 3) noix et graines, 4) produits laitiers, 5) viandes, volailles et abats, 6) poissons et fruits de mer, 7) œufs, 8) légumes riches en vitamine A, 9) autres légumes, 10) fruits autres que ceux riches en vitamine A.

- ✓ Fournir un rapport provisoire selon le délai indiqué dans les TdR ;
- ✓ Produire le rapport final de l'étude prenant en compte les observations et amendements de l'équipe du projet ;

La prestation est placée sous la supervision générale de l'Expert Suivi-Evaluation du projet.

Le prestataire désignera un chef de mission de l'étude pour la réalisation de la mission et ce dernier devra être en contact permanent (faire le point de l'état d'exécution du travail) avec l'Expert Suivi-Evaluation du projet, qui assure la supervision de l'étude.

NB :

- *Les superviseurs et enquêteurs devront être dotés de smartphones pour la collecte de données sur le terrain et la collecte se fera à travers Kobotoolbox dont le lien sera partagé avec le projet.*
- *Le prestataire doit fournir de manière régulière (au moins 1 fois par semaine) à l'Expert suivi-évaluation, le niveau d'avancement de la réalisation des différentes phases de l'étude.*

Certaines étapes clés doivent être atteintes à des dates définies pendant la durée du contrat et à des endroits précis, conformément au tableau ci-dessous :

Étapes clés	Date / lieu / responsable
Elaboration des outils de collecte y compris les revus documentaires (05 jours)	5 jours après la signature du contrat/Chef de mission Chef de mission Statisticien
Réunion de cadrage et prise en compte des observations (01 jour)	10 jours après la signature du contrat/Chef de mission Chef de mission Statisticien
Formation des superviseurs et enquêteurs y compris le prétest des outils (04 jours)	15 jours après la signature du contrat/Chef de mission Chef de mission Statisticien Superviseurs Enquêteurs
Collecte de données sur le terrain y compris la collecte de données secondaires (15 jours)	20 jours après la signature du contrat/Superviseurs de la collecte Chef de mission Superviseurs

	Enquêteurs
Traitement et analyse des données (05 jours)	40 jours après la signature du contrat/Statisticien Chef de mission Statisticien
Production du rapport provisoire (05 jours)	45 jours après la signature du contrat/Chef de mission Chef de mission
Restitution des résultats de l'étude (01 jour)	55 jours après la signature du contrat/Chef de mission Chef de mission
Production du rapport final (04 jours)	60 jours après la signature du contrat/Chef de mission Chef de mission

Durée de la mission : La prestation est prévue pour une durée de **40** jours sur une période de **03** mois à partir de la date de signature du contrat.

3. Conception

Dans son offre, le soumissionnaire doit présenter *comment* il entend réaliser les prestations énoncées au chapitre 2, le cas échéant en tenant compte d'exigences méthodologiques spécifiques supplémentaires (conception technique et méthodologique). Il doit en outre décrire comment sera organisée la gestion du projet pour l'exécution de la prestation.

Conception technique et méthodologique

Stratégie (cf 1.1 du schéma d'évaluation): le soumissionnaire traite dans un premier temps les tâches définies dans le contexte des objectifs fixés d'évaluation pour les prestations objet de l'appel d'offres (voir le chapitre 1). Il présente et justifie ensuite la stratégie explicite qu'il entend mettre en œuvre pour fournir les prestations dont il aura la responsabilité (voir le chapitre 2). (

Coopération (cf 1.2 du schéma d'évaluation): Le soumissionnaire présente les acteurs importants pour les prestations dont il aura la responsabilité et décrit la **coopération** avec ces acteurs.

Pilotage (cf 1.3 du schéma d'évaluation): Le soumissionnaire expose et explique l'approche et la méthode qu'il mettra en œuvre avec les partenaires du projet pour le **pilotage** des mesures définies, ainsi que sa contribution au suivi des résultats.

Processus (cf 1.4 du schéma d'évaluation): Le soumissionnaire décrit les **processus** centraux des prestations relevant de sa responsabilité et élabore un plan de déroulement précisant

comment seront réalisées les prestations visées au chapitre 2. Pour ce faire, il décrit notamment les étapes de travail requises et prend en compte les éventuelles étapes clés (jalons) et contributions d'autres acteurs telles que mentionnées au chapitre 2.

Autres exigences spécifiques

Les données ou informations collectées doivent être désagrégées par zones/commune et en genre (homme, femme et jeune si possible).

Gestion de projet du contractant (cf 1.6 du schéma d'évaluation):

Le soumissionnaire explique son approche et sa méthode pour la coordination avec le projet de la GIZ.

- Le contractant est responsable de la sélection, de la préparation, de la formation continue et du pilotage des expert·e·s nationaux·ales en mission de courte affecté·e·s à l'exécution des tâches de la présente étude.
- Le contractant fournit des biens d'équipement et de consommation et assume les frais de fonctionnement et d'administration correspondants.
- Le contractant contrôle les recettes et les dépenses, tient la comptabilité et procède à la facturation conformément aux exigences de la GIZ.
Le contractant établit des rapports réguliers à l'intention de la GIZ selon les indications figurant dans les Conditions générales de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH de 2020.

Le soumissionnaire élabore un **plan d'intervention du personnel** pour la totalité des expert·e·s inclus dans son offre et fournit des explications sur celui-ci ; ce plan présente les dates (période et journées de spécialiste) et les lieux d'intervention des différents membres de l'équipe et leur attribue les étapes de travail mentionnées dans le plan de déroulement.

4. Concept du personnel

L'équipe chargée de mener cette étude, devra comprendre entre autres un chef de mission (masculin ou féminin) bien expérimentée et ayant des qualifications confirmées dans les études similaires. Il/elle sera l'interlocuteur entre l'équipe du projet et le prestataire retenu pour la prestation. Il/elle sera responsable de l'élaboration du rapport provisoire et final et assurera la collecte de données secondaire auprès des structures techniques.

Le soumissionnaire propose, en fournissant les CV correspondants, le personnel pour les fonctions énumérées dans ce document, dont les tâches à accomplir et les qualifications sont également décrites ci-dessous.

Les qualifications énumérées ci-après correspondent aux exigences permettant d'atteindre le score maximum dans le cadre de l'évaluation technique.

Le soumissionnaire doit tenir compte **d'au moins 30%** du personnel féminin dans son équipe.

Direction de l'équipe

Tâches de la direction de l'équipe

- Responsabilité globale des lots de prestations de conseil fournies par le contractant (qualité et délais)

- Coordination et garantie de la communication avec la GIZ, les partenaires et d'autres parties prenantes au projet
- Gestion du personnel, notamment identification des besoins en missions de courte durée dans le cadre du budget disponible, planification et pilotage des missions et prise en charge des expert·e·s locaux·ales en mission de courte durée
- Établissement régulier de rapports dans les délais requis

Tâches de la direction de l'équipe

- Coordination et garantie de la communication avec la GIZ, les partenaires et d'autres parties prenantes au projet ;
- Gestion du personnel, notamment identification des besoins en missions de courte durée dans le cadre du budget disponible ;
- Formation des superviseurs et enquêteurs ;
- Interprétation des données ;
- Elaboration et dépôt du rapport final dans les délais requis

Qualifications de la direction de l'équipe : **Chef de mission (01)**

- Formation (2.1.1) : diplôme universitaire (Bac+5) en en suivi-évaluation, développement rural, sciences sociales ou dans des domaines connexes ;
- Connaissances linguistiques (2.1.2) : excellente maîtrise du français (Niveau C2) ;
- Expérience professionnelle générale (2.1.3) : 20 ans d'expérience professionnelle dans le secteur du développement rural ; 5 études de base des projets similaires réalisées au Mali ;
- Expérience professionnelle spécifique (2.1.4) : 10 ans dans les études d'évaluation des projets de développement ;
- Expérience en management (2.1.5) : 6 ans d'expérience dans la direction d'équipe dans le cadre de projets ou dans les prestations similaires ;
- Expérience régionale (2.1.6) : 5 ans d'expérience dans des projets au Mali ou dans la sous-région, dont 2 ans dans des projets de développement rural dans la zone office du Niger ;
- Expérience de la Coopération de Développement (2.1.7) : 6 ans d'expérience dans des projets de Coopération de Développement ;
- Autres/Divers (2.1.8) : Une attestation de formation à Capacity WORKS ou gestion de projet ou suivi-évaluation ;

Expert·e 1 : Statisticien (01)

Tâches de l'expert·e 1

- Conception de la base de données sur Kobo Collect
- Traitement et analyse des données collectées

Qualifications de l'expert·e 1

- Formation (2.2.1) : Diplôme universitaire (BAC+4) en statistiques, en informatique ou dans des domaines connexes
- Connaissances linguistiques (2.2.2) : Maîtrise de la langue française (Niveau C2)
- Expérience professionnelle générale (2.2.3) : 10 ans d'expériences dans la conception, la collecte, l'analyse et le traitement des données statistiques
- Expérience professionnelle spécifique (2.2.4) : 5 ans d'expériences dans les études similaires, l'analyse et le traitement des données sur les indicateurs quantitatifs et qualitatifs
- Expérience en management (2.2.5) : 5 ans d'expériences dans la conduite de conception de base de données

- Expérience de la Coopération de Développement (2.2.7) : 3 ans années d'expériences de travail dans les projets de coopération
- Autres/divers (2.2.8) : Une attestation du profil recherché.

Compétences générales (soft skills) des membres de l'équipe

En plus de leurs qualifications techniques, les membres de l'équipe doivent également posséder les qualifications suivantes :

- Capacité à travailler en équipe
- Capacité d'initiative
- Aptitude à communiquer
- Compétences socioculturelles
- Prise en compte des partenaires et des clients et efficacité dans l'action
- Réflexion transdisciplinaire

Expert 2 : Superviseurs (02)

Au total deux (02) superviseurs (F/H) sont prévus pour une durée maximum de 19 jours dont les tâches seront de :

- Assurer la qualité des données issues du terrain ;
- Réaliser les enquêtes secondaires sur le terrain.

Qualifications des superviseurs : Pool 1 des experts en mission de courte durée

- Formation (2.3.1) : Deux (02) expert·e·s titulaires d'un diplôme universitaire (Bac+4) en suivi-évaluation, sciences sociales, économie rurale, sécurité alimentaire et nutritionnelle, environnement ou tout autre diplôme équivalent (0,5 point chacun) ;
- Connaissances linguistiques (2.3.2) : Deux (02) expert·e·s possédant d'excellentes connaissances en français (niveau C2) (0,25 point chacun), deux (02) expert·e·s possédant des connaissances suffisantes en bambara (0,25 point chacun) ;
- Expérience professionnelle générale (2.3.3) : Deux (02) expert·e·s possédant chacun·e 10 ans d'expériences professionnelles dans le secteur du développement rural, sécurité alimentaire (0,5 point chacun) ;
- Expérience professionnelle spécifique (2.3.4) : Deux (02) expert·e·s possédant chacun·e 5 ans d'expérience professionnelle dans la conduite des enquêtes quantitatives et qualitatives (0,5 point chacun) ;
- Expérience régionale (2.3.6) : Deux (02) expert·e·s possédant chacun·e 5 ans d'expérience dans la région de Ségou en occurrence dans les zones de production Office du Niger (0,5 point chacun).

Expert 3 : Enquêteurs (06)

Au total six (06) enquêteurs (F/H) sont prévus pour une durée maximum de 19 jours dont les tâches seront de :

- Collecter les données sur le terrain ;
- Veiller au respect des consignes données par la direction de l'équipe.

Qualifications des enquêteurs : Pool 2 des experts en mission de courte durée

- Formation (2.4.1) : Six (06) expert·e·s titulaires d'un diplôme universitaire (Bac+4) en suivi-évaluation, sciences sociales, économie rurale, sécurité alimentaire et nutritionnelle, environnement ou tout autre diplôme équivalent (0,5 point chacun) ;

- Connaissances linguistiques (2.4.2) : Six (06) expert·e·s possédant d'excellentes connaissances en français (niveau C2), (0,25 point chacun) Six (06) expert·e·s possédant des connaissances suffisantes en bambara (0,25 point chacun) ;
- Expérience professionnelle générale (2.4.3) : Six (06) expert·e·s possédant chacun·e 5 ans d'expériences professionnelles dans les enquêtes socioéconomiques (0,5 point chacun) ;
- Expérience professionnelle spécifique (2.4.4) : Six (06) expert·e·s possédant chacun·e 5 ans d'expérience professionnelle dans les enquêtes quantitatives et qualitatives (0,5 point chacun) ;
- Expérience régionale (2.4.6) : Six (06) expert·e·s possédant chacun·e 5 ans d'expérience dans la région de Ségou en occurrence dans les zones de production Office du Niger (0,5 point chacun).

Le soumissionnaire doit attribuer les différentes qualifications à chacun·e des ECD proposé·e·s et présenter ces informations de façon claire.

5. Consignes de calcul

Affectation du personnel

L'équipe sera composée des experts suivants :

Direction de l'équipe (Chef de mission : H/F) : il ou elle sera chargée (e) de conduire la prestation et responsable de la bonne exécution des missions. Il sera l'interface entre le bureau d'études et le projet. Avec un temps d'intervention maximum de **40 jours** soit toute la durée de la prestation ;

Expert·e· 1 (Statisticien : H/F) : Chargé de conception de la base de données sur Kobo Collect, l'analyse et l'interprétation des données collectées par les enquêteurs et superviseurs avec un temps d'intervention maximum de **15 jours** soit 05 jours pour l'élaboration des outils, 01 pour la réunion de cadrage, 04 jours pour la formation des enquêteurs et 05 jours pour le traitement et l'analyse des données ;

Pool 1 d'ECD (Superviseurs : H/F) : Ils/Elles seront responsables de la qualité des données issues du terrain et sont responsables des enquêtes secondaires au niveau de la zone d'intervention. Avec un temps d'intervention maximum de **19 jours par superviseur** soit 04 jours pour la formation et 15 jours de collecte des données sur le terrain ;

Pool 2 d'ECD (Enquêteurs : F/H) : Ils sont chargés de la collecte des données sur le terrain. Avec un temps d'intervention maximum de **19 jours par enquêteur** soit 04 jours pour la formation et 15 jours de collecte des données sur le terrain.

Les frais de subsistance et d'hébergement seront remboursés sous forme forfaitaire selon le taux appliqué aux partenaires Maliens.

Aspects de durabilité en matière de voyages

La GIZ souhaite réduire les émissions de gaz à effet de serre (émissions de CO₂) provoquées par les voyages. Lors de l'élaboration de votre offre, veuillez tenir compte des possibilités de parvenir à cette réduction, p. ex. en choisissant la classe de réservation causant le moins d'émissions en optant pour les moyens de transport, et les itinéraires présentant la meilleure efficacité en termes de CO₂.

Le marché des certificats d'émissions de CO₂ rassemble une multitude de prestataires qui proposent différents critères d'impact sur le climat. La [fondation Alliance pour le développement et le climat](#) a publié une [liste de normes](#) dont la GIZ recommande l'application.

Le tableau ci-dessous donne un récapitulatif des rubriques budgétaire, base de votre proposition financière.

Rubriques	Nombre d'experts	Nombre de jours par expert	Observations
1. Honoraires			
Chef de mission	1	40	Un expert pour 40 jours
Statisticien	1	15	Un statisticien pour 15 jours
Superviseurs	2	19	Deux Superviseurs pour 19 jours chacun
Enquêteurs	6	19	Six enquêteurs pour 19 jours chacun
2. Indemnités journalières, hébergements et déplacements			
2.1 Indemnités journalières			
Superviseurs	2	15	15 jours de collecte de terrain
Enquêteurs	6	15	15 jours de collecte de terrain
2.2 Hébergements			
Superviseurs	2	14	14 nuitées
Enquêteurs	6	14	14 nuitées
2.3 Déplacements			
Location de véhicule pour les 02 équipes (y compris le carburant)	2	15	02 équipes constituées d'un superviseur et 03 enquêteurs pendant 15 jours

Calculez votre offre de prix uniquement sur la base des consignes de calcul figurant dans le cadre estimatif détaillé ci-dessus. Le contrat qui sera conclu n'ouvre pas droit à l'utilisation de l'ensemble des jours, voyages, ateliers ou budgets. Dans le contrat, le nombre de jours / voyages / ateliers ou le montant des budgets seront convenus à titre de **plafonds**. Les prescriptions relatives à la fixation des prix figurent dans le bordereau de prix.

Étant donné que le contrat envisagé est un contrat d'entreprise, la prestation doit être proposée à un prix fixe forfaitaire **ventilant individuellement tous les coûts pertinents (honoraires, frais de voyage et de mission, etc.)**. Le cadre estimatif détaillé est fourni à titre

d'orientation. L'offre de prix sera évaluée sur la base du prix forfaitaire proposé, qui doit correspondre de manière réaliste à la prestation à fournir. Dans le contrat, le montant des budgets sera convenu **à titre de plafond**.

Remarque :

Le calcul des différentes quantités unitaires s'effectue sur la base des mois de spécialiste ou des journées de spécialiste. On notera que, d'après les Conditions générales de la GIZ, un mois de spécialiste se calcule sur la base de 30 jours calendaires. Pour les journées de spécialiste, on comptera donc le cas échéant explicitement en journées de travail.

Voyages et déplacements

Le soumissionnaire calcule les frais de voyage et de mission des expert·e·s prescrit·e·s ou faisant partie de son offre sur la base des lieux de prestation indiqués au chapitre [2](#) et présente séparément les décomptes d'indemnités journalières, de frais d'hébergement, de frais location de véhicule.

Ateliers, formation initiale et continue

Le bureau d'études assurera le renforcement des capacités de son équipe et le test des outils sur le terrain. Il s'agit de :

- Formation des enquêteurs et superviseurs ;
- Pré-test des outils sur un site neutre.

6. Contributions de la GIZ ou d'autres acteurs

Il est prévu que la GIZ et/ou d'autres acteurs fournissent les prestations suivantes :

- La GIZ fournira toute la documentation sur le projet ;
- La GIZ organisera la réunion de cadrage et la restitution de l'étude ;
- La GIZ établira une lettre d'introduction du prestataire auprès de l'Office du Niger et aux services techniques de l'Etat ;
- L'Office du Niger se chargera d'informer les zones de production sur la mission.

7. Consignes relatives au format de l'offre

La structure de l'offre du soumissionnaire doit correspondre à celle des TdR. En particulier, la structure détaillée de la conception (chapitre 3) doit correspondre à la structure des critères pondérés (pour lesquels la valeur indiquée n'est pas 0) dans le schéma d'évaluation. L'offre doit être facile à déchiffrer (police de taille 11 ou supérieure) et être rédigée de manière aisément compréhensible. L'offre est établie en français.

L'offre dans son ensemble ne doit pas excéder 10 pages (hors CV).

Les CV du personnel proposé conformément au chapitre 4 des TdR doivent obligatoirement respecter le format indiqué dans les conditions de participation. Les CV doivent se limiter à 4 pages chacun. Ils doivent permettre d'identifier le poste et la fonction occupés par la personne proposée dans les projets pertinents et citer combien de temps cette activité a duré. Les CV peuvent également être établis en français.

En cas de dépassement du nombre maximal de pages indiqué, les contenus des pages supplémentaires ne sont pas pris en compte dans l'évaluation.

Veillez calculer votre offre de prix de manière exacte sur la base des consignes énoncées au point 5 Consignes de calcul. **Le contrat ne donne pas droit à l'utilisation complète des journées / déplacements, ateliers ou budgets dans leur totalité. Dans le contrat, le nombre de jours / déplacements / ateliers et/ou le montant des budgets sont convenus à titre de plafonds.** Les prescriptions relatives à la fixation des prix figurent dans le bordereau de prix.

Étant donné que le contrat envisagé contient une obligation de résultat, nous vous prions de proposer vos prestations à un prix fixe forfaitaire incluant tous les coûts pertinents (honoraires, frais de voyage et de déplacement, etc.). L'offre de prix sera évaluée sur la base du prix forfaitaire figurant dans l'offre. Pour notre calcul interne des coûts et en vue d'éventuels marchés ultérieurs, nous vous prions également d'indiquer votre tarif journalier. Il n'est pas nécessaire de ventiler le prix en nombre de jours.

8. Protection des données et sécurité de l'information

Les dispositions relatives à la protection des données et à la sécurité de l'information figurant dans la version en vigueur des Conditions générales s'appliquent.

L'exécution du contrat peut impliquer le traitement de données à caractère personnel par le contractant, comme par exemple (mais pas uniquement) le traitement des noms et des coordonnées. Dans de tels cas, le sous-traitant agit en tant que RESPONSABLE DES DONNEES à part entière et doit respecter TOUTES les obligations applicables en matière de protection des données, y compris celles découlant des lois régionales et locales. Le sous-traitant ne peut traiter les données à caractère personnel que si l'objectif à atteindre ne peut être atteint sans ces données. Les principes de protection des données tels que la légitimité, la minimisation des données, l'exactitude, la limitation de la finalité, la limitation du stockage, la transparence, l'intégrité et la confidentialité et l'obligation de rendre des comptes ainsi que les nombreux droits de la personne concernée doivent être respectés. La GIZ n'est en aucun cas responsable d'un tel traitement.

Dans les cas où le contractant suit les instructions d'un partenaire de la GIZ, le partenaire est le responsable du traitement des données. Les lois et normes applicables ici pour lui et le contractant doivent être respectées et mises en œuvre.

Si le contractant n'est pas soumis au RGPD et que les lois applicables ne contiennent pas d'explications sur les principes et les droits en matière de protection des données mentionnés ici, il convient de se référer aux définitions du RGPD (Règlement (UE) 2016/679)

9. Annexes

Lettre de soumission de la proposition technique

[Lieu, date]

Au : **Directeur Résident de la GIZ au Mali**

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous proposer mes services, à titre de consultant, pour [titre de la mission] à Bamako conformément à votre Demande de propositions en date du [date de la lettre d'invitation]. Je vous sou mets par la présente une proposition technique faisant ressortir le lien entre mes expériences et les termes de référence de la présente consultation sous enveloppe cachetée. Je déclare par la présente que toutes les informations et déclarations contenues dans la présente Proposition sont authentiques et accepte que toute déclaration erronée y apparaissant puisse entraîner mon exclusion.

Ma Proposition a pour moi force obligatoire, sous réserve des modifications résultant des négociations.

Si ma Proposition est retenue, je m'engage à commencer la prestation pour la mission proposée à la date du *[date indiquée de démarrage dans la lettre d'invitation]* au plus tard.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Nom et titre du signataire : _____

Nom et adresse du bureau du Consultant : _____

Lettre de soumission de l'offre financière

[Lieu, date]

Au : **Directeur Résident de la GIZ au Mali**

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous proposer mes services, à titre de consultant, pour [titre de la mission] à Bamako conformément à votre demande de propositions en date du [date] et à notre Proposition technique. Vous trouverez ci-joint ma Proposition financière qui s'élève à [montant en lettres et en chiffres]¹. Ce montant est établi en hors taxes.

Ma Proposition financière a pour moi force obligatoire, sous réserve des modifications résultant de la négociation du Contrat, jusqu'à l'expiration du délai de validité de la Proposition, c'est-à-dire jusqu'à la date [date butoir d'attribution du marché indiquée dans la lettre d'invitation],

Nous savons que vous n'êtes tenu d'accepter aucune des propositions reçues.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature du représentant habilité et cachet : _____

Nom et titre du signataire : _____

Nom et adresse du bureau du Consultant : _____

MODÈLE DE CURRICULUM VITAE (CV) DES EXPERTS

1) Profession ou spécialisation :

2) Etat civil :

Nom / Prénom :

Date naissance / Lieu / Nationalité :

Adresses postale / Adresse e-mail / site web :

Téléphone(s) :

3) Education formelle / diplômes :

Diplôme	Sujet de mémoire ou thèse	Année	Nom institution	Lieu

4) Formations supplémentaires :

Année / Durée	Domaine	Nom institution	Lieu

5) Emplois permanents :

Année / Durée contrat	Fonction	Nom structure	Lieu

6) Expérience professionnelle :

A regrouper par domaine d'expertise (évaluation, formation, modération, audit etc.)

Domaine d'expertise	Intitulé de l'étude, de la prestation	Responsabilité (chef d'équipe, membre d'équipe, stagiaire etc.)	Année	Commanditaire	Lieu

7) Langues:

A préciser : excellent / bon / moyen / faible

Langue	Parler	Lire	Ecrire

8) Connaissances spéciales (en rapport aux tâches à exécuter) :

Informatique, autres ...

Cadre logique

Titre du projet:

Projet d'appui au développement des systèmes alimentaires durables et résilients au Mali PADSAD-M (ex PARI-ZON)

No. de contrat

FED / 217 / 389-389

Période de mise en œuvre

02/2025 – 03/2028

Pays/région/mondial

Mali

Version du cadre logique

01/12/2025

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (2025)	Valeurs cibles (2028)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif général (Impact) Aider le gouvernement du Mali à éradiquer la pauvreté et à renforcer la résilience des populations vulnérables, à faire face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de manière durable, à promouvoir une croissance durable et inclusive et à consolider et améliorer la gou-	Indicateur 1 Objectif général Part de la population qui vit sous le seuil national de pauvreté	Niveau national : 44,6% (2024)	43,6% (taux de réduction annuelle de 0,37%)	Source : INS-TAT (Rapports Annuels EMOP)	<i>Aucune hypothèse à ce niveau</i>
	Indicateur 2 Objectif général Prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou sévère (% de ménages selon l'échelle d'expérience de	19,9% (2021)	15,92 (une réduction de 20% de la valeur de base)	Source : INS-TAT (Enquêtes Harmonisées des Conditions de Vie des Ménages : EH-CVM)	

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (2025)	Valeurs cibles (2028)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
vernance démocratique et économique.	l'insécurité alimentaire (FIES) au niveau national				
	Indicateur 3 Objectif général Taux de croissance réel annuel de la valeur ajoutée du secteur primaire au Mali	7,9 (2024)	8,9% (un ajustement de 0.95 point de la valeur de base)	Source : INS-TAT ; le taux de croissance annuel du PIB dont le secteur primaire	
Objectif spécifique (Effet) Promouvoir une transformation durable et inclusive des systèmes alimentaires au Mali par une transition agroécologique intégrant de manière cohérente les dimensions nutrition, genre et production agri-	Indicateur 1 Objectif spécifique Nombre des producteurs en tant qu'acteurs clés du système alimentaire qui produisent d'une manière agroécologiquement durable ³ dans la zone d'intervention dans l'Office du Niger	Total : X personnes, dont X femmes X jeunes	Total : X personnes, dont X femmes X jeunes (Augmentation par 60%)	Système S&E du projet (basé sur enquêtes annuelles, rapport de prestataires et/ou services de l'Office du Niger, etc.) <i>Valeurs de base et cibles à spécifier dans l'étude de base.</i>	- La situation sécuritaire permet toujours de mener au moins des activités dans la zone d'intervention (surtout dans l'Office du Niger) - Absence d'événements climatiques extraordinaires (sécheresses, inondations, températures très élevées), d'invasions de

³ Définition pour mode de production agroécologique : L'application est considérée comme réalisée si au moins quatre des éléments / principes suivants d'une gestion respectueuse de l'environnement et de l'agroécologie sont pratiqués, tels que : 1. l'utilisation accrue de cultures améliorant la qualité du sol ; 2. une gestion plus efficace de l'eau ; 3. la diversification (culture de légumes en saison sèche par irrigation) ; 4. l'adaptation de la gestion des plantes (variétés adaptées avec une période de végétation courte) ; 5. la permaculture ; 6. la protection biologique des plantes ; 7. la fertilisation organique plutôt que minérale.

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (2025)	Valeurs cibles (2028)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
cole respectueuse des ressources.	Indicateur 2 Objectif spécifique Nombre de personnes dans la zone d'intervention dans l'Office du Niger ayant une diversité alimentaire minimale (≥ 5 groupes d'aliments sur 10^4 au cours des dernières 24 heures)	Total : X personnes, dont X femmes X jeunes	Total : X personnes, dont X femmes X jeunes (Augmentation par 60%)	Système S&E du projet (basé sur enquêtes annuelles, rapport de prestataires et/ou services de l'Office du Niger, etc.) <i>Valeurs de base et cibles à spécifier dans l'étude de base.</i>	locustes et de maladies phytosanitaires épidémiques
	Indicateur 3 Objectif spécifique Nombre des femmes activement impliquées à différentes échelles dans l'Initiative de transformation soutenue qui ont donné des exemples de la façon dont elles ont été autonomisées par l'Initiative à faire avancer la transformation	0 femmes	X femmes (Correspondant à 65% des femmes activement engagées dans l'initiative de transformation)	Système S&E du projet (basé sur enquêtes annuelles, rapport de prestataires et/ou services de l'Office du Niger, etc.) <i>Valeurs de base et cibles à spécifier dans l'étude de base.</i>	

⁴ Cet indicateur correspond au MDD-W (Minimum Dietary Diversity for Women), avec les 10 groupes d'aliments suivants : 1) céréales, racines et tubercules blancs, 2) légumineuses (haricots, pois, lentilles), 3) noix et graines, 4) produits laitiers, 5) viandes, volailles et abats, 6) poissons et fruits de mer, 7) œufs, 8) légumes riches en vitamine A, 9) autres légumes, 10) fruits autres que ceux riches en vitamine A.

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (2025)	Valeurs cibles (2028)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
	du ou des systèmes alimentaires				
Résultat 1 La marge brute et le chiffre d'affaires des produits issus de la riziculture agroécologique ont augmentés	Indicateur de résultat 1.1 Marge brute du riz a) Riz paddy (FCFA/kg) b) Riz étuvé (FCFA/kg) c) Riz décortiqué (FCFA/kg)	a) X b) X c) X	a) X (augmentation par 30%) b) X (augmentation par 35%) c) X (augmentation par 35%)	Système S&E du projet (basé sur bilans de campagnes, rapport de prestataires et/ou services de l'Office du Niger, etc.) <i>Valeurs de base et cibles à spécifier dans l'étude de base.</i>	<ul style="list-style-type: none"> - La situation sécuritaire permet toujours de mener au moins des activités dans la zone d'intervention (surtout dans l'Office du Niger) - Absence d'événements climatiques extraordinaires (sécheresses, inondations, températures très élevées), d'invasions de locustes et de maladies phytosanitaires épidémiques. - Les OP, OPA, unités de transformation, etc., restent engagées
	Indicateur de résultat 1.2 Chiffre d'affaires moyen annuel par CVA riz a) Riz paddy (FCFA/kg) b) Riz étuvé (FCFA/kg) c) Riz décortiqué (FCFA/kg)	a) X b) X c) X	a) X (augmentation par 20%) b) X (augmentation par 20%) c) X (augmentation par 20%)		
	Indicateur de sous-résultat 1.1.1 Rendement moyen du riz paddy par campagne agricole dans la zone	X t/ha	X t/ha (augmentation par 30%)	Système S&E du projet (basé sur bilans de campagnes, rapport de prestataires)	

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (2025)	Valeurs cibles (2028)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
	d'intervention (t/ha)			et/ou services de l'Office du Niger, etc.)	
	Indicateur de sous-résultat 1.1.2 Taux d'humidité (%) du riz paddy	X%	X% (diminution par 30%)	<i>Valeurs de base et cibles à spécifier dans l'étude de base.</i>	
	Indicateur de sous-résultat 1.1.3 Taux d'impureté (%) du riz paddy	X%	X% (diminution par 40%)		
Sous-Résultat 1.2 Les capacités entrepreneuriales des acteurs de la CVA riz sont renforcées	Indicateur de sous-résultat 1.2.1 Nombre de personnes formées et accompagnées en entrepreneuriat agricole dans le cadre de la riziculture	Total : 0 personnes, dont : 0 femmes 0 jeunes	Total : X personnes, dont : X femmes X jeunes	Système S&E du projet (basé sur rapport de prestataires et/ou services de l'Office du Niger, etc.) <i>Valeur cible à spécifier dans l'étude de base.</i>	
Sous-Résultat 1.3 La productivité des équipements des petites unités de transformation et la qualité du riz provenant de ces unités se sont améliorées.	Indicateur de sous-résultat 1.3.1 Taux d'usinage des équipements (en termes de volumes transformés par an) a) Étuveuses	a) X% b) X%	a) X% (augmentation par 10%) b) X% (augmentation par 10%)	Système S&E du projet (basé sur bilans de campagnes, rapport de prestataires et/ou services de l'Office du Niger, etc.)	

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (2025)	Valeurs cibles (2028)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
	b) Décortiqueuses			<i>Valeurs de base et cibles à spécifier dans l'étude de base.</i>	
	Indicateur de sous-résultat 1.3.2 Taux de brisures a) Riz étuvé b) Riz décortiqué	a) X% b) X%	a) X% (diminution par 50%) b) X% (diminution par 50%)		
	Indicateur de sous-résultat 1.3.3 Taux d'impureté a) Riz étuvé b) Riz décortiqué	a) X% b) X%	a) X% (diminution par 60%) b) X% (diminution par 75%)		
Sous-Résultat 1.4 Les acteurs de la CVA riz ont amélioré la commercialisation de leurs produits	Indicateur de sous-résultat 1.4.1 Quantité annuelle commercialisée sur la base d'une relation d'affaires formelle ou informelle (en t) a) Riz paddy b) Riz étuvé c) Riz décortiqué	a) X t b) X t c) X t	a) X t (augmentation par 35%) b) X t (augmentation par 30%) c) X t (augmentation)	Système S&E du projet (basé sur bilans de campagnes, rapport de prestataires et/ou services de l'Office du Niger, etc.) <i>Valeurs de base et cibles à spécifier dans l'étude de base.</i>	

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (2025)	Valeurs cibles (2028)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
			par 30%)		
Activités du Résultat 1 :					
<ul style="list-style-type: none"> • Installation de CEP • Fournitures aux CEP et aux OP en intrants et petits matériels agricoles, moyens de transport aux marchés (moto-tricycles), équipement de transformation (kits 180 pour étuvage), kits pour décortilage • Mise en contact des OP avec agro-dealers pour approvisionnement en intrants en groupe • Formations / renforcement de capacités en <ul style="list-style-type: none"> a) gestion, maintenance et entretien des AHA (réseau tertiaire), b) bonnes pratiques de production agroécologique (rotation de cultures et intégration de légumineuses et fourragères, réduction de pesticides, utilisation/production de biofertilisants et biopesticides), SRI, etc.), c) bonnes pratiques d'étuvage et de décortilage, utilisation d'équipement de transformation y compris kits 180, d) entrepreneuriat agricole (éducation financière, gestion d'entreprise, approche AVEC, accès aux finances/au crédit boutique, mise en contact avec institutions de microfinance, agriculture contractuelle, agriculture orientée sur le marché, utilisation de systèmes d'informations de marché, par exemple aussi sous forme de <i>farmer business school</i> / école d'entrepreneuriat agricole, etc.) • Appui à la conservation : visites d'échanges pour appliquer les bonnes pratiques de conservation des meilleures cases de conservation • Inventaire de points de vente de produits agroécologique (producteurs : intrants ; consommateurs : produits de consommation) • Pour les OPA : formations, par ex. dans en production agroécologique de semences à travers des fermes agricoles modèles ; redynamisation pour l'agriculture contractuelle • Études ponctuelles (études de marchés), systèmes d'information de marchés • Campagnes de sensibilisation et d'information (effets environnementaux de la riziculture et mesures de mitigation, etc.) 					
Résultat 2	Indicateur de résultat 2.1				
Les sources de revenus des exploitations agricoles familiales issues de productions agroécologiques sont diversifiées	Marge brute des produits maraichers (en FCFA/kg) a) échalote b) tomate c) gombo d) oignon e) pomme de terre	a) X b) X c) X d) X e) X	a) X (augmentation par 20%) b) X (augmentation par 20%) c) X (augmentation par 20%)	Système S&E du projet (basé sur bilans de campagnes, rapport de prestataires et/ou services de l'Office du Niger, etc.) ; fréquence : annuelle	- La situation sécuritaire permet toujours de mener au moins des activités gérées par distance dans la zone d'intervention (surtout dans l'Office du Niger) - Absence d'événements

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (2025)	Valeurs cibles (2028)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
			d) X (augmentation par 20%) e) X (augmentation par 20%)	<i>Valeurs de base et cibles à spécifier dans l'étude de base</i>	climatiques extraordinaires (sécheresses, inondations, températures très élevées), d'invasions de locustes et de maladies phytosanitaires épidémiques - Les OP, OPA, unités de transformation, etc., restent engagées
	Indicateur de résultat 2.2 Chiffre d'affaires des produits maraichers par campagne agricole (en FCFA) f) échalote g) tomate h) gombo i) oignon j) pomme de terre	a) X b) X c) X d) X e) X	a) X (augmentation par 20%) b) X (augmentation par 20%) c) X (augmentation par 20%) d) X (augmentation par 20%) e) X (augmentation par 20%)	Système S&E du projet (basé sur bilans de campagnes, rapport de prestataires et/ou services de l'Office du Niger, etc.) ; fréquence : annuelle <i>Valeurs de base et cibles à spécifier dans l'étude de base</i>	
	Indicateur de résultat 2.3 Superficie des nouvelles plantations de fourrage (niébé et/ou bourgou)	0	20	Système S&E du projet (basé sur bilans de campagnes, rapport de prestataires et/ou ser-	

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (2025)	Valeurs cibles (2028)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
	ou de spéculations à haute valeur nutritionnelle (ha)			vices de l'Office du Niger, etc.) ; fréquence : annuelle Spéculations à haute valeur nutritionnelle sont p.ex. légumineuses, légumes à feuilles, etc.	
Sous-Résultat 2.1 La production maraîchère agroécologique est promue au sein des exploitations agricoles familiales	Indicateur de sous-résultat 2.1.1 Production maraîchère (en t) par campagne agricole k) échalote l) tomate m) gombo n) oignon o) pomme de terre	a) X t b) X t c) X t d) X t e) X t	a) X t b) X t c) X t d) X t e) X t (augmentation par 20% pour a) – e))	Système S&E du projet (basé sur bilans de campagnes, rapport de prestataires et/ou services de l'Office du Niger, etc.) ; fréquence : annuelle <i>Valeurs de base et cibles à spécifier dans l'étude de base</i>	
Sous-Résultat 2.2 La commercialisation du maraîchage issu de la production agroécologique est promue.	Indicateur de sous-résultat 2.2.1 Volume de la production maraîchère commercialisée par campagne (en t)	a) X t b) X t c) X t d) X t e) X t	a) X t b) X t c) X t d) X t e) X t (augmentation par	Système S&E du projet (basé sur bilans de campagnes, rapport de prestataires	

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (2025)	Valeurs cibles (2023)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
	p) échalote q) tomate r) gombo s) oignon t) pomme de terre		10% pour a) – e))	et/ou services de l'Office du Niger, etc.) ; fréquence : annuelle <i>Valeurs de base et cibles à spécifier dans l'étude de base</i>	
	Indicateur de sous-résultat 2.2.2 Nombre de personnes formées et accompagnées en entrepreneuriat agricole dans le cadre du maraîchage	Total : 0 personnes, dont : 0 femmes 0 jeunes	Total : X personnes, dont : X femmes X jeunes	Système S&E du projet (basé sur rapport de prestataires et/ou services de l'Office du Niger, etc.) <i>Valeur cible à spécifier dans l'étude de base.</i>	
Sous-Résultat 2.3 Des mesures de gestion des ressources naturelles génératrices de revenus sont pratiquées par les exploitations agricoles familiales	Indicateur de sous-résultat 2.3.1 Nombre de personnes formées et accompagnées en production et/ou commercialisation de nouvelles cultures (légumineuses, fourrages, spéculations à haute valeur nutritionnelle)	Total : 0 personnes, dont : 0 femmes 0 jeunes	Total : X personnes, dont : X femmes X jeunes	Système S&E du projet (basé sur rapport de prestataires et/ou services de l'Office du Niger, etc.) <i>Valeur cible à spécifier dans l'étude de base.</i>	

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (2025)	Valeurs cibles (2028)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Activités du Résultat 2 : <ul style="list-style-type: none"> • Installation de CEP • Fournitures aux CEP et aux OP en intrants et petits matériels agricoles, moyens de transport aux marchés (moto-tricycles), équipement de transformation (séchoirs solaires, etc.) • Mise en contact des OP avec agro-dealers pour approvisionnement en intrants en groupe • Formations / renforcement de capacités en <ul style="list-style-type: none"> a) gestion, maintenance et entretien des AHA (réseau tertiaire), b) bonnes pratiques de production agroécologique (rotation de cultures et intégration de légumineuses et fourragères, réduction de pesticides, utilisation/production de biofertilisants et biopesticides), SRI, etc.), c) bonnes pratiques de transformation de maraîchage d) entrepreneuriat agricole (éducation financière, gestion d'entreprise, approche AVEC, accès aux finances/au crédit boutique, mise en contact avec institutions de micro-finance, agriculture contractuelle, agriculture orientée sur le marché, utilisation de systèmes d'informations de marché, par exemple aussi sous forme de <i>farmer business school</i> / école d'entrepreneuriat agricole, etc.) • Appui à la conservation (renforcement des capacités, visites d'échange) • Inventaire de points de vente de produits agroécologique (producteurs : intrants ; consommateurs : produits de consommation) • Pour les OPA : formations, par ex. dans en production agroécologique de semences à travers des fermes agricoles modèles ; redynamisation pour l'agriculture contractuelle • Études ponctuelles (études de marchés), systèmes d'information de marchés • Campagnes de sensibilisation et d'information (effets environnementaux de la riziculture et mesures de mitigation, etc.) 					
Résultat 3 Basé sur une stratégie, vision et planification régulière, l'Initiative de transformation s'est engagée pour des contributions à la réalisation de la vision et a diffusé son agenda avec succès.	Indicateur de résultat 3.1 Nombre de documents écrits qui déclinent les objectifs et la stratégie de l'Initiative de transformation soutenue	0	1	Système de S&E du projet : documentation des ateliers stratégiques des acteurs de l'Initiative de transformation visant à développer des objectifs communs et une stratégie commune, dépôt des documents relatifs aux objectifs et à la	- L'Initiative de transformation sollicite les services de conseil du projet dans la mesure prévue.

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (2025)	Valeurs cibles (2028)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
				stratégie dans des versions actualisées au cours du projet, collecte continue des données après la réalisation des ateliers.	
	Indicateur de résultat 3.2 Des décisions trimestrielles concernant le développement de l'Initiative de transformation sont prises par l'Initiative soutenue (y compris les questions de genre)	0	8 (4 in 2026, 4 in 2027)	Système de S&E du projet : documentation des décisions trimestrielles prises lors des réunions de réflexion des acteurs de l'Initiative de transformation, y compris documentation des thèmes liés au genre discutés et des conditions contextuelles, par exemple sous forme de point à l'ordre du jour. Collecte des données : effectuée après la tenue des	

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (2025)	Valeurs cibles (2028)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
				réunions de réflexion.	
	Indicateur de résultat 3.3 Un document disponible qui présente la vision commune de la transformation ⁵ de l'Initiative de transformation soutenue, élaborée en impliquant les groupes d'acteurs nécessaires	0	1	Système de S&E du projet (documentation de la vision de transformation et évaluation des groupes d'acteurs participant à son élaboration). Les groupes d'acteurs nécessaires sont définis par l'Initiative de transformation lors de la phase de lancement. Collecte des données : effectuée en continu après la création du document.	
	Indicateur de résultat 3.4 Document disponible, qui pré-	0	1	Système de S&E du projet, dépôt du document commun qui consigne les	

⁵ Une vision de la transformation est une représentation de l'état qui doit être atteint à l'issue d'un processus de transformation. Elle indique la direction dans laquelle les systèmes agro-alimentaires doivent évoluer.

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (2025)	Valeurs cibles (2028)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
	sente les contributions ⁶ à la réalisation de la vision commune de 80% des acteurs nécessaires dans le cadre de l'Initiative de transformation soutenue			contributions (comme déclarations d'intention) des acteurs. Collecte des données : effectuée en continu après l'élaboration du document.	
	Indicateur de résultat 3.5 Nombre d'activités à large portée ⁷ réalisées par l'Initiative de transformation visant à communiquer son agenda de transformation.	0	5	Système de S&E du projet, documentation des activités de communication et archivage des produits de communication et de leur portée (pour prouver le succès) Collecte de données : effectuée en continu après	

⁶ Les contributions des acteurs nécessaires sont définies comme des déclarations d'intention de groupes d'acteurs sur la base d'une compréhension commune de la transformation visée et des contributions que les groupes d'acteurs impliqués doivent apporter pour que la transformation soit couronnée de succès.

⁷ Sont considérées comme des activités de communication à large portée, par exemple, les campagnes, les comptes sur les réseaux sociaux, les clips YouTube, les formations continues pour les journalistes, communiqués et conférences de presse, tracts, lettres d'information, brochures, interviews pour les médias, programmes radio, webinaires destinés au grand public, conférences et contributions lors d'événements, événements dans les écoles et les universités, auditions parlementaires, ainsi que des *Policy Briefs*, qui s'inscrivent dans la stratégie de communication de l'Initiative de la transformation.

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (2025)	Valeurs cibles (2028)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
				la fin des différentes activités.	
Activités pour le Résultat 3 : <ul style="list-style-type: none"> • Animation du diagnostic de base sur l'état d'avancement de l'Initiative de transformation et les besoins de développement • Conseil en matière de processus pour le développement de l'Initiative de transformation, y compris l'implication d'autres acteurs (développement organisationnel) • Organisation de formations et d'échanges pour les acteurs réunis dans l'Initiative de transformation sur les approches et les méthodes de changement transformateur afin d'améliorer les compétences en matière de transformation • Conseil technique et conseil en matière de processus sur les mécanismes de gouvernance de l'Initiative de transformation • Conseil technique et conseil en matière de processus sur les opportunités d'approches transformatrices en matière de genre et d'autres thèmes connexes pertinents dans le contexte (par exemple, la nutrition, l'agroécologie, le changement climatique) dans l'Initiative de transformation • Mise à disposition de forums et de capacités de modération pour les processus de dialogue • Conseil technique et conseil en matière de processus pour le développement de visions de transformation écologiquement et socialement robustes • Conseil technique et conseil en matière de processus sur les leviers centraux et les contributions nécessaires de tous les acteurs concernés pour la réalisation de la vision • Permettre aux acteurs de l'Initiative de transformation d'accéder à l'expertise de la GIZ et d'autres détenteurs de connaissances dans les domaines de la transformation des systèmes agricoles et alimentaires et des processus de transformation • Conseil aux acteurs de l'Initiative de transformation pour le développement et la mise en œuvre de stratégies et de formats de communication visant le changement social et comportemental • Conseil spécialisé aux acteurs de l'Initiative de transformation pour l'élaboration de produits de communication et la mise en œuvre de campagnes, mise à disposition de financements pour les produits de communication et les campagnes • Organisation de formations pour les acteurs de l'Initiative de transformation sur le lobbying et le plaidoyer (communication politique stratégique) dans les processus de transformation 					
Résultat 4 Des solutions innovantes dans les niches agroécologiques sensibles à une alimentation plus saine pour	Indicateur de résultat 4.1 Nombre de solutions innovantes testées et évaluées dans la zone d'intervention de	0	2	Système S&E du projet (documentation des solutions innovantes testées basée sur les rapports de	- La situation sécuritaire permet de réaliser des tests des solutions innovantes dans la zone de l'Office du Niger.

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (2025)	Valeurs cibles (2028)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
toutes et tous, à tout moment, dans les limites de la planète développées par l'Initiative de transformation dans la zone d'intervention de l'Office du Niger et ailleurs avec leur efficacité analysée pour permettre leur diffusion.	l'Office du Niger et ailleurs			prestataires et/ou services de l'Office du Niger, etc.) ; fréquence : annuelle	- Suffisamment de solutions innovatives sont identifiées, testées et évaluées avec un résultat positif pour pouvoir être capitalisées.
	Indicateur de résultat 4.2 Nombre de solutions probantes capitalisées afin d'en tirer les enseignements et de faciliter leur diffusion à plus grande échelle.	0	1	Système S&E du projet (documentation des solutions innovantes probantes prêtes à la diffusion ; fréquence : annuelle	
Activités pour le Résultat 4 :					
<ul style="list-style-type: none">• Développement des innovations agroécologiques sensible à une alimentation plus saine pour toutes et tous, à tout moment, dans les limites de la planète en tenant compte du genre• Réalisation des projets pilotes dans la zone d'intervention de l'Office du Niger et ailleurs• Évaluation des projets pilotes et de leurs enseignements• Élaborer un ou plusieurs documents de capitalisation des solutions innovatives testées et solutions probantes prêt pour la diffusion					

Liste des sites dans la zone Office du Niger